

Avis adopté

Séance plénière du 15 octobre 2025

Complexité des *aides de l'Union européenne* et visibilité de son action

Déclaration du groupe CFE-CGC

Cet avis met en lumière une réalité que nous partageons tous : les fonds européens constituent un levier essentiel de développement économique, social et territorial, mais leur accès reste trop souvent un parcours d'obstacles.

Les auditions menées par notre commission, les contributions régionales et la journée délibérative avec les porteurs de projets confirment des constats connus de longue date, notamment pour les structures qui n'ont pas toujours les moyens humains ou financiers pour surmonter ces obstacles : opacité des dispositifs, dispersion de l'information, complexité administrative, accumulation des contrôles, délais de paiement trop longs.

Dans ce contexte, les préconisations formulées dans cet avis nous apparaissent particulièrement pertinentes et opérationnelles. Elles répondent à des besoins exprimés de façon récurrente par les acteurs de terrain : mieux associer la société civile en amont, simplifier et stabiliser les règles, harmoniser les procédures, former et accompagner davantage les porteurs, renforcer l'ingénierie financière, équilibrer les contrôles, et surtout, mieux communiquer sur les résultats concrets des aides européennes.

Par ailleurs, il est essentiel que la France tire pleinement parti des opportunités offertes par les fonds structurels et d'investissement. Cela passera par un effort accru de lisibilité, de proximité et de simplification, afin que les financements européens cessent d'être perçus comme un labyrinthe réservé à quelques initiés.

Enfin, pour la CFE-CGC, un point mérite d'être particulièrement souligné : celui de la formation aux dispositifs européens. Trop souvent, les structures concernées se heurtent à des règles financières et administratives d'une technicité telle qu'elles deviennent dissuasives. Cette montée en compétence permettra aux structures de s'approprier les instruments européens et est un levier central pour démocratiser l'accès aux aides de l'Union européenne et améliorer la performance de la France en matière de mobilisation des fonds.

L'accès facilité aux financements européens, l'implication de la société civile dans les objectifs de ces aides, la publicité sur leur utilisation sont importants pour que les citoyens comprennent mieux le rôle de l'UE dans leur quotidien.

Le groupe CFE-CGC a voté en faveur de cet avis.